naire.» Enfin l'art. premier de l'arrêté du 2 octobre 1829 déclare positivement « que les évêques qui *ouvriront* leur séminaire pourront s'occuper immédiatement de son organisation. » Il en résulte que le séminaire « est un établissement que l'évêque *crée* et *possède*, qu'il est *inhérent* au diocèse et que l'évêque *ouvre* ; que l'autorisation qu'exige l'art. 11 de la loi de l'an X n'a plus d'objet. » — L'article 1^{er} de l'arrêté se borne à fixer les traitements du corps enseignant. En effet il ne peut plus être question du droit de nomination des professeurs que l'art. 6 de la loi du 23 ventôse an XII réserve au chef de l'Etat. Cette disposition a été changée par la loi du 17 mars 1808, art. 3, qui porte : « L'instruction dans les séminaires dépend des évêques. Ils en nomment et révoquent les directeurs et professeurs. Ils sont seulement tenus de se conformer aux règlements pour les séminaires par Nous approuvés. » En Belgique le régime des traitements a été réglé (par un arrêté du 29 mars 1834) en ce sens qu'une somme globale est allouée à chaque séminaire pour être répartie à titre de traitement entre le directeur, les professeurs et autres personnes chargées de l'enseignement. Mais le conseil de gouvernement a préféré s'en tenir à ce qui se pratique dans le Duché de Limbourg. « Il nous paraît aussi plus conforme à la dignité ecclésiastique que les professeurs reçoivent directement leur traitement de l'Etat. » — L'art. 3 réserve le droit de collation des bourses au chef de l'Etat, conformément à la loi du 30 septembre 1807 et à l'arrêté royal du 20 juin 1829. En Belgique même il en est ainsi.¹⁾

Reste la question des locaux. Le gouvernement ne croit pas que les travaux de réfection puissent être terminés avant l'hiver ; le devis présenté par l'architecte de la Ville les estime à quelque 18 000 fl auxquels s'ajoutent les frais d'ameublement qui pourront se monter à 9 000 ou 10 000 fl. Le gouvernement gémit de cette somme, « exorbitante » et voudrait ajourner la construction de quatorze cellules sur les quarante qui sont prévues. Le vicaire apostolique regretterait une telle décision qui empêcherait autant d'élèves de Namur de continuer le cours de leurs études ; il faut même prévoir que « quand nous aurons notre propre séminaire les vocations à l'état ecclésiastique s'accroîtront plutôt que de diminuer. »²⁾ Le gouvernement n'insiste plus. Le 7 septembre il annonce que le roi a approuvé le plan et le devis estimatif des travaux à effectuer et qu'il va procéder à l'adjudication. Le 22 novembre Laurent constate que « rien n'a encore été exécuté. » La gendarmerie n'a pas encore quitté le bâtiment bien qu'une maison pour la loger ait été acquise entretemps. Les travaux de réfection ne sont ni entrepris ni même donnés en entreprise. Quant au devis estimatif du mobilier, le vicaire s'en déclare satisfait.

* *

¹⁾ AGL. *ibid.*

²⁾ Laurent à de la Fontaine, 23 août 1842. Arch. de l'Evêché.